

l'aide des Etats-Unis à la Russie sera «pratique et concrète»; l'impact sera «rapide et important», a déclaré, samedi 3 avril, à Vancouver, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher. L'ouverture du sommet réunissant le président Bill Clinton et son homologue russe, Boris Eltsine, dans cette ville de l'Ouest canadien. Toutefois, selon des sondages, la volonté politique de Clinton se heurte à l'opposition d'une large majorité des Américains, hostile à une assistance accrue à la Russie. De son côté, Clinton a annoncé l'octroi d'une aide de 160 millions de dollars à la Russie, sous forme de coopération technique et de livraisons de blé.

## VANCOUVER

de notre envoyé spécial

Clinton, qui a toujours un œil sur les sondages, n'aura pas manqué d'attirer l'attention à celui-ci : 80 % des Américains sont opposés à une aide accrue des Etats-Unis à la Russie. C'est ce qui ressort d'une estimation USA Today/CNN/Gallup, publiée, vendredi 2 avril, veille du début du sommet entre le président américain et son homologue russe, Boris Eltsine.

Les chiffres peuvent paraître de peu d'importance quand on sait que la position de M. Clinton était, précédemment, de réaffirmer le soutien

américain sur le thème du sommet de Vancouver : durant quarante-huit heures, la réunion devait permettre à MM. Clinton et Eltsine de débattre de la question de l'aide. Ils entendaient y consacrer l'essentiel de sept à huit heures de discussions avant d'évoquer le désarmement nucléaire, la Bosnie ainsi que quelques autres sujets de l'après-guerre froide.

M. Clinton est conscient des réticences de son opinion, tout comme M. Eltsine n'ignore pas que le thème de l'aide occidentale ne rencontre pas un écho unanimement favorable en Russie. Sur la scène intérieure américaine, le sommet a été soigneusement orchestré avec une préoccupation prioritaire : faire comprendre aux Américains que l'aide à la Russie réformatrice n'est «pas de la charité mais un investissement» dans un avenir plus sûr et pacifique.

Jeudi, dans une allocution prononcée devant l'Académie de marine d'Annapolis, M. Clinton avait observé : «Beaucoup d'entre nous se demandent pourquoi diable devons nous aider un pays aussi lointain alors que les temps sont durs,

ici, chez nous.» Et le président d'expliquer que l'aide à la Russie se solderait «en dividendes» très tangibles, entre autres sous forme de réduction des budgets militaires. Si M. Clinton avait eu un instant la tentation de sous-estimer la grogne de beaucoup de ses concitoyens devant les coupes budgétaires en cours, et la perspective d'un accroissement parallèle de l'aide américaine à la Russie, son emploi du temps de vendredi l'en aura très vite dissuadé.

## Soutien

de MM. Nixon et Bush

Avant de rencontrer M. Eltsine à Vancouver, le président faisait étape dans l'Oregon, à Portland, pour présider une conférence de la forêt qui, bien plus que le sommet de Vancouver, faisait les gros titres de la presse dans tout le nord-ouest du pays. Le président a été accueilli par des centaines de manifestants et de contre-manifestants qui, tous, réclamaient une aide accrue du gouvernement fédéral (lire page 18). A quelques heures de Vancouver, le président a pu constater à quel point l'humeur du pays était plus au repli

sur les difficultés intérieures qu'à la prise de conscience de ce qui est en jeu à Moscou. Or, pour M. Clinton, l'enjeu est de taille : de la réussite du camp réformateur à Moscou dépend non seulement l'avenir des relations américano-russes mais aussi, sans doute, le succès de sa présidence.

«Il se voit vraiment comme le premier président de l'après-guerre froide», explique, dans le Wall Street Journal, le politologue Michael Mandelbaum. Lui, le président qui a échappé à la conscription et a été élu pour s'occuper «de l'Amérique d'abord», sait pertinemment que son programme économique, et son profil politique personnel, s'accommoderaient mal d'une période de tension renouvelée avec Moscou. «Bill Clinton avait compris que la condition nécessaire à son élection était la fin de la guerre froide et, poursuit Michael Mandelbaum, il comprend [aujourd'hui] que le retour à une forme de guerre froide pourrait faire dérailler son programme et sa présidence.»

Dans ses efforts pour convaincre l'opinion américaine de l'impérieuse

nécessité d'aider la Russie, M. Clinton a reçu le soutien de ses prédécesseurs à la Maison Blanche, de Richard Nixon à George Bush. Sa tâche est facilitée sur au moins un point : la plupart des fonds que le gouvernement fédéral entend déboursier cette année au titre de l'assistance à la Russie ont déjà été votés. Ils n'ont pas été utilisés faute pour la Russie d'avoir mené une politique adéquate, notamment en matière monétaire, et faute pour ses militaires d'avoir voulu collaborer avec les Etats-Unis pour le démantèlement de certains des armements nucléaires.

Moins que de chiffres, MM. Clinton et Eltsine devaient, à Vancouver, discuter des formes nouvelles que pourrait prendre l'aide; les grandes masses de l'assistance occidentale seront décidées les 13 et 14 avril lors de la réunion à Tokyo des ministres des finances et des affaires étrangères des sept pays les plus industrialisés (le G7).

ALAIN FRACHON

(Lire aussi, page 15, l'article de FRANÇOISE LAZARE sur le rééchelonnement de la dette russe.)

# AFRIQUE

## Zambie : une jeune démocratie en péril

de la première page

Le nouveau pouvoir a restauré la confiance des institutions financières nationales et celle des bailleurs étrangers, échaudés par l'attitude des gouvernements précédents, qui ne s'étaient pas les engagements pris par le FMI et la Banque mondiale. L'absence de faire bonne impression, Frederick Chiluba se lançait, dès son début, dans un ambitieux programme de redressement économique : libération des prix, privatisation du secteur nationalisé, réformes dans la fonction publique, incitation à l'investissement étranger, renforcement des marchés financiers. Ce train de réformes ne pouvait manquer de rassurer la communauté internationale qui s'était engagée à soutenir le processus de démocratisation. L'enthousiasme, suscité par la transition d'un régime de parti unique à un multipartisme et à l'économie de marché, s'est concrétisé lorsque la Zambie a obtenu, l'an passé, un milliard de dollars qu'elle attribuait au Club de Paris.

### Promesses «trahies»

Il aurait été pour le mieux, si la Zambie n'avait été, au même moment, frappée par la terrible sécheresse, sévissant alors en Afrique. Le spectre de la famine se levait, menaçant les couches les plus défavorisées. Le gouvernement tentait une cellule de crise et, l'aide des bailleurs de fonds, était un million de tonnes de blé. La nourriture fut distribuée gratuitement, aux plus pauvres ou échangée, contre des travaux d'intérêt collectif, tandis que les sinistres recevaient des indemnités, leur permettant de préparer la campagne agricole 1993. La décision : grâce aux bonnes intentions climatiques, la récolte devrait excéder les attentes. Les diplomates occidentaux s'accordaient d'ailleurs à reconnaître que les Zambiens «parfaitement gèrent la crise».

Mais le gouvernement, qui avait lancé une série de mesures sociales pour adoucir les effets du programme de redressement économique, du changer son fusil d'épaule et consacrer son énergie - et une partie du budget - à modérer les conséquences de la sécheresse.

En application, au pas de charge, du plan de redressement, approuvé par le FMI et la Banque mondiale, les contreparties sociales, à l'origine, pénalisaient les Zambiens. «Autrement dit le monde mangeait trois fois par jour, maintenant ceux qui ne font pas de repas doivent s'estimer heureux», constate, plein de l'ancien président Kenneth Kaunda.

«K...», comme l'appellent les Zambiens, critique sévère le nouveau régime. «De mon temps on se faisait 25 kilos de farine par mois, maintenant 250 kwachas. Pendant la campagne électorale, ils ont dit d'en baisser le prix à 50 kwachas. Mais aujourd'hui, avec la levée des interdictions et la liberté des prix,

le sac est vendu jusqu'à 4 000 kwachas. Comment voulez-vous que les gens s'en sortent?», explique-t-il. A l'en croire, les hommes d'affaires du MMD ont constitué «un gouvernement de riches, pour les riches, qui ne s'intéresse pas au peuple».

De leur côté, les Zambiens sont de plus en plus mécontents et le font savoir. «Nous avons le sentiment d'avoir plus de liberté, mais les conditions de vie sont devenues trop difficiles», se plaint Manson, un jeune chauffeur de taxi qui n'arrive plus, avec son salaire de 10 000 kwachas par mois, à subvenir aux besoins de sa famille. Outre ses trois enfants, il a la charge de ses frères et sœurs. «Nous sommes obligés de tricher pour nous en sortir», explique-t-il, en admettant ne pas donner à son patron l'«intégralité» de ses recettes.

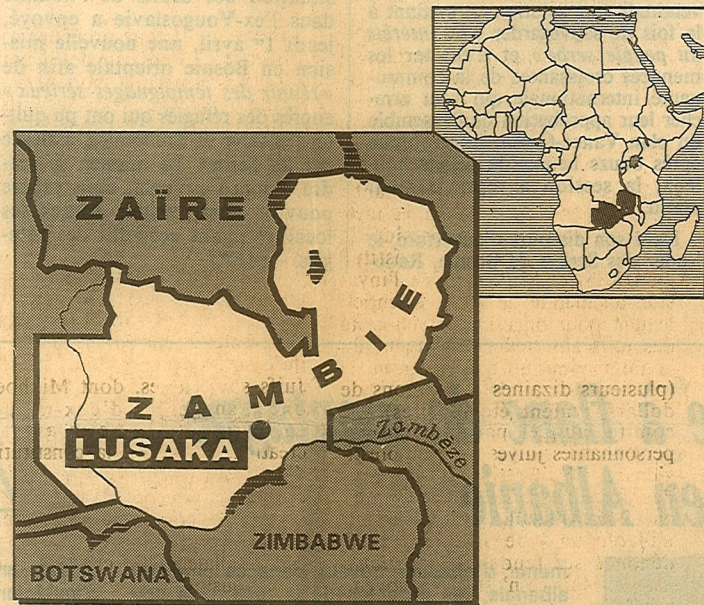
«La Zambie a atteint la limite de sa rupture sociale», considère un jeune diplomate européen, arrivé à Lusaka au moment où le gouvernement Chiluba entrait en fonctions. «La corruption est galopante, l'insécurité et la criminalité augmentent de façon inquiétante», souligne-t-il. Cette situation explosive, le Parti unifié pour l'indépendance (UNIP, ex-parti unique) ne manque pas de l'exploiter. «Nous sommes favorables au multipartisme, mais de facto nous sommes à nouveau en régime de parti unique, puisque nous n'avons que 24 sièges au Parlement, où le MMD jouit d'une écrasante majorité», affirme Kebby Musokotwane, l'actuel président de l'UNIP.

«Le MMD avait promis de veiller au bien-être de tous, mais le peuple est de plus en plus malheureux alors que le salaire officiel annuel de chacun des ministres a été porté à 2,4 millions de kwachas, l'année dernière», constate Kebby Musokotwane, qui accuse le régime d'avoir «trahi ses promesses» en déclarant l'état d'urgence. Pas plus que M. Kaunda, le nouveau patron de l'UNIP ne trouve la mesure justifiée.

C'est pourtant un plan détaillé de déstabilisation de la société et des structures de l'Etat, émanant de l'UNIP, qui est à l'origine de la mesure gouvernementale. Ce plan, baptisé «Option Zéro», décrit par le menu la marche à suivre pour renverser le gouvernement Chiluba, avant les prochaines élections générales de 1996.

### Arrestations arbitraires

On y préconise la désobéissance civile, l'entrisme dans les syndicats, l'agitation sur les campus, la mobilisation des chômeurs et des voyous, en utilisant les «compétences» d'anciens policiers, de fonctionnaires licenciés et de membres des services secrets, nostalgiques de l'époque Kaunda. Les comploteurs, selon le texte de l'«Option Zéro», publié par la presse locale, devaient chercher les moyens de financer leur projet auprès des pays «amis», comme l'Irak, l'Iran, la Libye, ou encore auprès de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat.



Frederick Chiluba, soutenu par l'aile dure du MMD, a pris la menace au sérieux. Outre l'imposition de l'état d'urgence, il a rompu les relations diplomatiques avec l'Iran et l'Irak. Cette décision n'a pourtant pas fait l'unanimité au sein du gouvernement. Le ministre de la justice, M. Tshongwe, et le général Myanda, ministre sans portefeuille, ont publiquement exprimé des doutes sur la nécessité d'une telle mesure.

Le ministre de l'information, Dipak Patel, admet, de son côté, qu'«il s'agit d'un point noir dans le processus de transition, entrepris depuis un an et demi». Mais il est persuadé qu'aussitôt les auteurs de l'«Option Zéro» traduits devant la justice, l'état d'urgence, proclamé pour quatre-vingt-dix jours, sera levé. «Nous pourrions de nouveau consacrer notre énergie à résoudre les problèmes économiques et aider nos compatriotes les plus touchés à faire face aux épreuves que nous leur imposons, à cause de l'incompétence du régime précédent», estime-t-il, souhaitant à haute voix que les Occidentaux continuent d'aider le président à «conforter la démocra-

tie». Le souhait du ministre traduit, en fait, l'inquiétude du gouvernement.

Le Club de Paris doit, en effet, se réunir les 6 et 7 avril, pour décider du montant de l'aide financière à accorder, cette année, à la Zambie. Déjà ébranlés par l'ampleur de la corruption, les pays donateurs s'interrogent sur l'opportunité de l'état d'urgence et s'inquiètent des arrestations arbitraires, des accusations de torture dans les prisons, et, plus généralement, du manque de respect des droits de l'homme.

L'enjeu est de taille pour Frederick Chiluba. Il n'est plus aujourd'hui l'enfant chéri des Zambiens. L'état de grâce, qui a suivi son accession au pouvoir, s'effiloche. Pour affronter la crise qui s'annonce, il lui faut absolument pouvoir compter sur le soutien occidental. Pour ce faire, il devra d'abord regagner leur confiance. Le temps est un facteur déterminant, qui jouera contre Frederick Chiluba, tant que celui-ci n'aura pas levé l'état d'urgence.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ **ALGÉRIE** : les otages retenus lors de l'attaque d'une banque ont été libérés. - Les forces de sécurité ont libéré, dans la nuit de vendredi 2 à samedi 3 avril, les dix otages détenus pendant plus de cinquante heures dans la succursale de la Banque nationale d'Algérie, à El Affroun, au sud-ouest d'Alger. Les cinq hommes qui avaient tenté un hold-up, des islamistes selon les autorités, ont été tués «après un accrochage de près d'une heure», a rapporté l'agence officielle de presse APS. Deux femmes avaient été relâchées vendredi par les agresseurs. - (AFP, Reuters.)

□ **ANGOLA** : Washington invité à reconnaître le gouvernement de M. Dos Santos. - Réunis à Harare, au Zimbabwe, les pays d'Afrique australe de la «ligne de front» ont engagé, vendredi 2 avril, les Etats-Unis à reconnaître le gouvernement actuel de l'Angola, faisant valoir qu'une telle démarche contribuerait à faire progresser le processus démocratique dans le pays. Les

Etats-Unis s'étaient engagés, avant les élections libres des 29 et 30 septembre, à reconnaître «tout gouvernement démocratiquement élu». Le parti du président Dos Santos avait nettement remporté le scrutin législatif tandis que le chef de l'Etat était arrivé largement en tête au premier tour du scrutin présidentiel. Les sept pays de la «ligne de front» ont estimé que Washington avait maintenant l'obligation morale de reconnaître le gouvernement en place. - (Reuters.)

□ **CENTRAFRIQUE** : nouveau calendrier électoral. - La Commission électorale mixte (CEM) a fixé au 30 mai le premier tour de nouvelle élection présidentielle et législatives. Le second tour est prévu le deuxième dimanche qui suivra le jour de la proclamation des résultats du premier tour. Les premières élections, qui avaient eu lieu le 25 octobre, avaient été annulées pour fraudes. - (AP, Reuters.)

□ **LIBYE** : M. Juppé ne prévoit

RWANDA : lançant un appel à la conciliation

## La France redoute une reprise des combats

En raison du regain de tension au Rwanda, la France a lancé, vendredi 2 avril, un appel aux différentes parties concernées, notamment aux rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), Paris craignant une reprise, la semaine prochaine, des combats avec l'armée régulière. Cet appel, qui s'adresse aussi à l'ONU et, accessoirement, à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), est intervenu après une réunion présidée, à l'Elysée, par François Mitterrand et rassemblant - outre le premier ministre Edouard Balladur - le ministre d'Etat, ministre de la défense, François Léotard, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, et le ministre de la coopération, Michel Roussin. La France maintient au Rwanda deux compagnies et un détachement d'assistance militaire, soit quelque quatre cents hommes, principalement basés à Kigali.

«Devant l'urgence de la situation, a indiqué le Quai d'Orsay, la France entreprend des démarches auprès du secrétaire général de l'ONU et des pays les plus impliqués dans la recherche d'une solution pacifique pour attirer leur attention sur les risques de violence au Rwanda. Elle en appelle aux parties, notamment au FPR, dont la position à Arusha [une ville de Tanzanie où les deux parties discutent, entre autres sujets, de la composition de la future armée rwandaise] est intrinsèque, pour qu'elles témoignent de leur volonté d'arriver à une solution négociée de la crise.»

Selon des analystes français du renseignement, le FPR est toujours présent dans la zone qu'il aurait dû évacuer alors qu'il avait signé, le 7 mars, les accords de Dar es Salaam lui prescrivant de se retirer sur les positions qu'il

occupait avant l'attaque du 8 février. Il aurait même tendance à se renforcer, avec l'arrivée sur le terrain de matériels lourds et de munitions supplémentaires. On noterait, en effet, la présence, au total, de vingt-deux bataillons du FPR équipés notamment de mitrailleuses de 37 mm, de lance-roquettes de 107 mm ou de mortiers, et pouvant recevoir l'appui de cinq bataillons ougandais d'artillerie sur la frontière entre les deux pays.

### La prudence de M. Boutros-Ghali

Au 25 mars, la France avait retiré deux compagnies du Rwanda (trois cents hommes), pour les prépositionner en Centrafrique, en vertu des accords de Dar-es-Salaam. Outre le détachement d'assistance présent, en application de l'accord du 18 juillet 1975, deux autres compagnies françaises sont au Rwanda, autour de l'aéroport de Kigali, prêtes à évacuer les ressortissants étrangers.

Une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU invite son secrétaire général à étudier le déploiement, dans le pays et à la frontière avec l'Ouganda, d'une force internationale d'observation et d'interposition (le Monde des 17 et 20 mars). Boutros Boutros-Ghali, sans doute par prudence, n'a toujours pas pris de décision, tandis que, de son côté, le FPR avance des exigences que le gouvernement rwandais rejette, en demandant en particulier que ses troupes puissent entrer à hauteur de 50 %, voire 60 %, dans la nouvelle armée unifiée du pays.

J. I.

sation, à la suite du «traitement barbare» qu'ils ont subi, pendant près de vingt ans, dans cet ancien «bagnes-mouroir». Ils affirment également que les promesses, en matière d'emploi notamment, qui leur avaient été faites, à leur libération, n'ont pas été tenues. - (AFP.)

□ **ZAÏRE** : M. Birindwa a formé son gouvernement. - Faustin Birindwa, nommé premier ministre par le président Mobutu, a présenté, vendredi 2 avril, à Kinshasa, son gouvernement, «fort» de 26 ministres, trois vice-premiers-ministres et quinze secrétaires d'Etat. Nguz Karl I Bond occupe le poste de vice-premier ministre, chargé de la défense, aux côtés de Kasusula Djuma et Cléopaste Kamitatu, ancien membre de l'opposition. A ce jour, ni le gouvernement de M. Birindwa ni celui de l'opposition, formé par Etienne Tshisekedi, n'ont été reconnus par le Haut Conseil de la République (HCR), qui fait office d'instance d'arbitrage. - (AFP.)